



GRUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES
INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Première réunion au niveau ministériel en 2023
23 juin 2023
Washington D.C.

OEA/Ser.E
GRIC/M.1/INF.22/23
26 juin 2023
Original : anglais

ALLOCUTION DE LA PRESIDENCE DU GRIC

(M. Antony Blinken, Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique)

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs les invités, *Buenos días. Bonjour. Bom dia.*

C'est pour moi un honneur de vous retrouver ici à la Maison des Amériques.

Il y a plus de 75 ans, nos pays se sont réunis pour affirmer, je cite la Charte de l'OEA, le rôle « indispensable » de la démocratie pour assurer la sécurité, le respect des droits de la personne, le développement et d'autres besoins essentiels des peuples de l'ensemble du continent.

Au cœur de la Charte de l'OEA, et de la Charte démocratique interaméricaine, réside l'idée que les destinées de nos démocraties à titre individuel dépendent les unes des autres. Et que pour améliorer la vie de nos citoyens, nos démocraties ont tout intérêt à œuvrer de concert.

Pourtant, alors que nous sommes ici réunis, certains gouvernements sur notre continent remettent en question la pertinence de l'OEA et, de manière générale, de la démocratie en tant qu'outil pour remédier aux problèmes qui frappent de nombreux peuples des Amériques. Le déficit de perspectives économiques, les inégalités, l'insécurité généralisée, la corruption profondément ancrée, l'accélération de la crise climatique... Voilà autant de problèmes qui ont contribué à des déplacements de population sans précédent.

Si bien qu'une prise de conscience s'impose désormais. Sommes-nous toujours convaincus que la démocratie est le meilleur système pour être au rendez-vous pour nos peuples ? Et si c'est le cas, sommes-nous disposés à renouveler notre attachement à renforcer les autres démocraties ainsi que les institutions dans lesquelles nous travaillons main dans la main ?

Pour les États-Unis, cette question est sans équivoque : nous avons foi en la démocratie, en son indéfectible capacité de renouvellement et de revitalisation. Nous demeurons convaincus qu'elle est la voie la plus à même de répondre aux besoins de nos citoyens et des peuples de l'ensemble de la région.

Nous avons également foi en l'OEA, à la fois en sa capacité à améliorer chacune de nos démocraties et à nous unir pour résoudre les problèmes qu'aucun d'entre nous ne peut affronter seul.

Comme l'a bien dit le président Jimmy Carter à l'OEA il y a de nombreuses décennies, pour que notre Charte soit « plus qu'un morceau de papier dénué de sens, pour en faire un document

vivent », tous nos États membres doivent avoir la foi et la détermination à agir pour la respecter et l'améliorer.

Aujourd'hui, je voudrais vous dire comment nous pouvons, ensemble, renouveler notre attachement à faire de nos chartes des instruments vivants pour les peuples de l'ensemble du continent.

D'abord, nous pouvons continuer à soutenir et à renforcer les compétences fondamentales de l'OEA, où il existe un historique d'améliorations concrètes et démontrées de nos démocraties.

Les missions d'observation des élections de l'OEA sont une référence lorsqu'il s'agit d'évaluer de manière indépendante et impartiale la liberté et l'équité des élections. Rien qu'en 2023, l'OEA a observé les élections à Antigua-et-Barbuda, en Équateur et au Paraguay. La prochaine mission, consacrée à l'élection présidentielle du 25 juin au Guatemala, aura lieu dans deux jours.

Depuis des décennies, la Commission interaméricaine des droits de l'homme propose aux citoyens de tous nos pays une voie pour obtenir justice pour les violations et atteintes aux droits de la personne, qu'il s'agisse des disparitions forcées et des exécutions extrajudiciaires des Guerres sales et des guerres contre la drogue, ou du rapport, publié la semaine dernière, qui confirme la participation d'agents de l'État cubain à la mort, en 2012, des militants des droits de la personne Oswaldo Paya et Harold Cespéro. La Commission fait office de pionnier dans la promotion des droits de populations historiquement exclues, dont les personnes d'ascendance africaine, les communautés autochtones et les personnes LGBTQI+.

L'Americas Health Corps formera, au cours des cinq prochaines années, cinq cent mille travailleurs de la santé dans des domaines clés comme la santé maternelle et de l'enfant. Un programme qui avance bien, avec cent dix-neuf mille participants l'année dernière.

C'est bien en raison de ces atouts, dont l'Organisation dispose depuis si longtemps, que notre Ambassadeur Frank Mora s'est battu pour obtenir un soutien à l'augmentation du budget de l'OEA, l'une des plus importantes des dernières décennies. Les États-Unis prennent en charge environ la moitié de ce budget grâce au soutien de notre Congrès.

Je souhaite remercier la CARICOM, qui a mené la charge pour assurer l'adoption de cette augmentation essentielle, sans laquelle l'OEA aurait dû supprimer plusieurs dizaines de postes.

Nous soutenons également sans réserve l'examen extérieur du Secrétariat général de l'OEA afin de nous assurer que les peuples des Amériques bénéficient au mieux des ressources qu'ils y apportent.

Ensuite, nous pouvons renouveler notre engagement à respecter les principes fondamentaux de la Charte de l'OEA et de la Charte démocratique interaméricaine — et à veiller à leur respect par les pays de la région.

Cela implique, bien sûr, de continuer à attirer l'attention sur les violations généralisées des droits de la personne aux mains de gouvernements autoritaires, de rechercher des moyens de les tenir redevables de leurs actes, de faire cesser cette répression et de venir en aide aux victimes.

Mais cela n'est qu'une partie du travail.

Nous devons hausser le ton lorsque nos démocraties s'écartent des principes auxquels nous avons tous, à maintes reprises, exprimé notre attachement.

Lorsque des dirigeants élus démocratiquement dans notre région tentent d'affaiblir les institutions de contrôle indépendantes, lorsqu'ils répriment les médias et la société civile, lorsqu'ils limogent ou harcèlent les procureurs, juges, responsables électoraux et autres fonctionnaires indépendants simplement parce qu'ils font leur travail, lorsqu'ils tentent de prolonger leur mandat, lorsqu'ils attaquent ou cherchent à discréditer des institutions multilatérales, y compris celle-ci, parce qu'elles formulent des préoccupations légitimes, nous ne pouvons rester les bras croisés. Nous nous devons d'intervenir.

Non pas parce que nous pensons que nos États membres, eux, sont parfaits. Nous savons bien que ce n'est pas le cas. Mais plutôt, parce que nous sommes investis dans le maintien de nos démocraties, et parce que nous nous sommes engagés à nous tenir, les uns les autres, redevables de nos actes. Parce que nous sommes conscients que lorsqu'un gouvernement prive ses citoyens de la possibilité d'améliorer le système de l'intérieur, il prend une mesure des plus dangereuses. Et parce que nous savons qu'en cas de retour en arrière, les risques sont immenses, non seulement pour un pays et ses citoyens, mais aussi pour des régions tout entières.

Les États-Unis ne font pas exception à la règle. Tout au long de notre histoire, nous nous sommes heurtés à des remises en question de notre démocratie. Et nous ne sommes toujours pas tirés d'affaire.

En effet, ces expériences soulignent à nos yeux l'importance de chercher en permanence à combler nos lacunes, et ce, de manière ouverte et transparente, plutôt que de faire comme si de rien n'était, de cacher la poussière sous le tapis. Nous savons que c'est la seule manière de nous améliorer, de former une union plus parfaite.

C'est pour cette raison que nous sommes ouverts au regard et à la critique des journalistes, des défenseurs des droits de la personne et des organisations régionales et multilatérales, y compris l'OEA et la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui a récemment mené une visite in situ aux États-Unis, consacrée aux problèmes des sans-abris, des droits des personnes autochtones et du changement climatique.

Enfin, nous devons continuer à adapter nos institutions et nos partenariats pour saisir les occasions qui se présentent et répondre aux menaces émergentes. Le besoin n'a jamais été aussi fort. Si l'on pense aux principaux défis qui ont une incidence sur les peuples de notre continent, il est clair que nous ne pouvons affronter le moindre d'entre eux en faisant cavalier seul. C'est pour cette raison que le président Biden œuvre sans relâche afin de revigorer les institutions comme l'OEA et de créer de nouvelles coalitions, dans notre région et dans le monde : pour répondre présent pour nos peuples.

Lors du Sommet des Amériques à Los Angeles, nous avons réuni des pays pour adopter la Déclaration de Los Angeles sur les migrations et la protection, la première approche véritablement régionale dans ce domaine. Vingt-et-un pays l'ont signée et ont pris des engagements concrets pour la réaliser. Aux côtés de la société civile, du secteur privé, des organisations humanitaires et des organisations multilatérales et régionales, nous continuons à susciter des progrès concernant les engagements que nous avons pris. Ce travail continuera plus tard dans la journée, lors de la réunion ministérielle de nos partenaires, que j'organise moi-même.

En avril, nous avons organisé à Denver le premier Sommet des villes des Amériques, qui a réuni des centaines de maires, de gouverneurs, de représentants tribaux et autochtones et de dirigeants de communautés, d'ONG et d'entreprises. Les participants ont partagé des idées, des connaissances et des approches novatrices tout en nouant de nouveaux partenariats, au niveau où la démocratie est au plus près des personnes auxquelles elle bénéficie. Avant tout, nous avons écouté, pris des notes, appris.

Nous œuvrons de concert pour créer davantage de possibilités économiques inclusives sur l'ensemble du continent. Nous élargissons l'accès aux technologies émergentes, sans cesse plus importantes pour l'activité économique. Nous avons créé un nouveau programme économique, le Partenariat des Amériques pour la prospérité économique, afin de stimuler une croissance équitable qui trouve sa source sur le terrain et au milieu de la pyramide. Nous poussons pour que les institutions multilatérales de développement comme la Banque mondiale augmentent les financements accordés aux économies à revenu intermédiaire de la région, comme l'évoquait la vice-présidente Harris avec nos amis de la CARICOM et d'autres partenaires il y a quelques semaines, lors de la réunion des dirigeants des États-Unis et des Caraïbes.

Et ce jour, nous créons une nouvelle coalition mondiale pour remédier aux menaces que la production et le trafic illicites de fentanyl et d'autres drogues de synthèse représentent pour la santé publique et la sécurité. Nous encourageons les pays de toute la région à rejoindre cette initiative. Selon les Centres pour le contrôle des maladies, environ cent dix mille personnes sont mortes d'une surdose de drogue aux États-Unis en 2022. Plus des deux tiers de ces décès, qui ont infligé aux familles de tout notre pays une souffrance indicible, impliquaient des opioïdes de synthèse. Tous les pays de notre continent souffrent de ce fléau ou de l'action des groupes de criminalité transnationale organisée qui en tirent profit. Nous le savons, ce n'est qu'ensemble que nous pourrions remédier à ce problème. Dans quelques semaines, je réunirai plusieurs dizaines de mes homologues du monde entier lors de la réunion inaugurale de la coalition.

Chers collègues, comme je l'ai dit au début de mon propos, les États-Unis demeurent convaincus que pour réaliser les aspirations des peuples de l'ensemble de notre continent, la collaboration entre les démocraties est la meilleure approche.

Mais de toutes les raisons qui me convainquent que les démocraties sont à même de répondre avec succès aux défis importants que nous connaissons, l'une se détache : nos citoyens ont, encore et toujours, foi en la démocratie. D'après la dernière enquête annuelle du Latinobarometro, même si la majorité de la population de notre continent estime que les démocraties pourraient et devraient mieux fonctionner, deux tiers des citoyens restent convaincus que la démocratie est le mode de gouvernement le mieux placé pour répondre à leurs besoins. Deux tiers ! Ce chiffre a même augmenté ces dernières années.

Si nos citoyens ont toujours foi en la démocratie, s'ils restent attachés à améliorer les choses de l'intérieur, à nous tenir redevable de nos actes, alors aucun défaut n'est irrémédiable, aucun défi n'est insurmontable à mesure que nous cherchons, encore et toujours, à faire des droits et des aspirations de nos peuples une réalité. Je vous remercie.